



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la Coordination des
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DCPAT-2026 - n° 287
modifiant l'autorisation d'exploiter accordée à la société BOUYER LEROUX
pour une carrière et ses installations de transit au lieu-dit "La Fouillère" à Saint-André-de-la-Marche
sur les communes de Sèvremoine et La Séguinière

Le Préfet de Maine-et-Loire

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment son titre I^{er} du livre V et son article R.181-46 ;
- Vu** le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de Monsieur François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 janvier 2026 portant nomination de Monsieur Raymond YEDDOU, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, sous-préfet d'Angers ;
- Vu** l'arrêté DRAJ/MICCSE n°2026-07 du 16 février 2026 portant délégation de signature à Monsieur Raymond YEDDOU, Secrétaire général de la préfecture ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le schéma régional des carrières approuvé par arrêté préfectoral le 6 janvier 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DIDD/BPEF/2017 n°76 du 12 avril 2017 autorisant la société Bouyer Leroux à exploiter une carrière d'argiles et ses installations de transit (30 ha 78 a 23 ca - 30 ans - Production max de 200 000 t/an) au lieu-dit « La Fouillère » à Saint-André-de-la-Marche, sur les communes de Sèvremoine et la Séguinière ;
- Vu** la demande de la société Bouyer Leroux du 22 novembre 2023 sollicitant la modification des conditions d'exploitation de sa carrière d'argile avec la possibilité d'utiliser des flocculants et des coagulants pour assurer le traitement correct des eaux rejetées ;
- Vu** les compléments transmis le 19 janvier 2026 par la société Bouyer Leroux à l'inspection des installations classées, apportant des précisions sur les produits de traitement employés et leur mise en œuvre ;
- Vu** la note du directeur général de la prévention des risques du 20 décembre 2021, relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le dossier joint à la demande complété ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 février 2026 ;

Considérant que la modification de l'autorisation d'exploiter sollicitée ne change pas le périmètre de l'établissement, ni la durée d'exploitation, ni le phasage ou les dispositions déjà autorisées et ne prévoit pas de nouvelles installations classées sur le site ;

Considérant que les dispositions des arrêtés ministériels susvisés s'appliquent aux installations exploitées par la société Bouyer Leroux ;

Considérant que la société Bouyer Leroux doit de plus respecter des prescriptions préfectorales déjà existantes ;

Considérant que la nature des impacts attendus sur l'environnement de la modification de l'autorisation d'exploiter sollicitée par la société Bouyer Leroux apparaît limitée ;

Considérant que la modification sollicitée n'est pas substantielle au sens des articles R.181-46-I et L.181-14 du Code de l'environnement ;

Considérant que cette modification notable sollicitée nécessite toutefois de compléter l'autorisation existante pour s'assurer que ses impacts demeurent limités, voire inexistantes ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'arrêté préfectoral DIDD/BPEF/2017 n°76 du 12 avril 2017 susvisé, pour prendre en compte la demande de l'exploitant ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 ;

Considérant que les dispositions prises dans l'arrêté préfectoral DIDD/BPEF/2017 n°76 du 12 avril 2017 susvisé et celles prescrites dans le présent arrêté préfectoral complémentaire, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la modification sollicitée et la nature limitée de ses effets attendus sur l'environnement permet au préfet de Maine-et-Loire de prendre un arrêté sans qu'il ne soit nécessaire de solliciter l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de Maine-et-Loire, comme le permet l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 - Objet

Les prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral DIDD/BPEF/2017 n°76 du 12 avril 2017 autorisant la société Bouyer Leroux, dont le siège social est situé à « L'Établère », 49280 La Séguinière, à exploiter une carrière d'argiles et ses installations de transit (30 ha 78 a 23 ca - 30 ans - Production max de 200 000 t/an) au lieu-dit « La Fouillère » à Saint-André-de-la-Marche, sur les communes de Sèvremoine et la Séguinière, sont modifiées par celles du présent arrêté.

Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/BPEF/2017 n°76 du 12 avril 2017 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2510.1	Exploitation de carrières ou autre extraction de matériaux 1. Exploitation de carrières	Emprise du site : 30 ha 78 a 23 ca Production annuelle : moyenne : 125 000 t maximum : 200 000 t	A

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-préfet de Cholet, et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée aux Maires de Sèvremoine et La Séguinière ainsi qu'à la société Bouyer Leroux.

Fait à ANGERS, le **01 AVR. 2026**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture

Raymond YEDDOU

2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 1. supérieure à 10 000 m ²	Superficie de l'ordre de 30 100 m ²	E
--------	--	--	---

* A : Autorisation, E : Enregistrement

Article 3 – Conditions de rejet

Les dispositions de l'article 3.2.4.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/BPEF/2017 n°76 du 12 avril 2017 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Afin que les rejets d'eaux vers le milieu naturel respectent les caractéristiques susmentionnées, les dispositions prescrites à l'article 3.2.4.2 du présent arrêté pour améliorer le traitement des eaux sont complétées par l'ajout d'étapes de décantation et de filtration ainsi que, si besoin, l'injection de produits accélérant la décantation des eaux (floculants, coagulants...).

L'exploitant respecte les critères de la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, notamment le critère E en cas d'emploi de tels produits.

L'exploitant tient les fiches de données de sécurité des produits utilisés à la disposition de l'inspection des installations classées. Les fiches de données de sécurité des produits utilisés ne comportent aucune classification et mention particulière de danger. Les concentrations d'utilisation des produits employés sont inférieures aux concentrations prédites sans effet (PNEC : Predicted No Effect Concentration) indiquées dans les fiches de données de sécurité des produits utilisés lorsque celles-ci ont été déterminées. Les conditions d'injection des produits à respecter sont clairement affichées sur le site.

Sur le site, les produits sont entreposés dans un emplacement couvert à l'abri des intempéries et sur rétention.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des classées, l'ensemble des éléments justifiant du respect de ces prescriptions concernant les produits utilisés et leur mise en œuvre.

Article 4 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée aux archives des mairies des communes de Sèvremoine et de la Séguinière et affichée à la porte de ces mairies pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les mairies concernées, et transmis à la préfecture.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 - Délais et voies de recours

En application de l'article L.514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;